

**Séance ordinaire du  
mardi 17 juillet 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Enfance**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Véronique PEREZ, Samira SALOMON.

**Excusés :** Robert BEAUFILS, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick VIGNAL.

**Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés  
Modification de la périodicité de la redevance annuelle**

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux d'établissements d'accueil du jeune enfant municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés. Cette délibération définit également la base de calcul, le montant et la périodicité de révision de la redevance annuelle versée en contrepartie.

Pour mettre en adéquation la clause tarifaire de la convention de réservation de berceaux avec le calendrier d'accueil des enfants courant de septembre à septembre, il convient de modifier la périodicité d'application du montant de la redevance annuelle en correspondance. Ainsi, le montant de la redevance s'élève à 6060 € et s'applique du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 août 2019.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la modification de la périodicité de la redevance annuelle du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année suivante ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juillet 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180717-46794-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 23/07/18  
Réception en Préfecture : 23/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.